

PATRIMOINE ET RECIT NATIONAL AU MOZAMBIQUE : LE CAS DE MAPUTO

Fabrice FOLIO
Maître de Conférences en Géographie
CREGUR – OIES
Université de La Réunion

Résumé : Alors qu'il se doit d'offrir une image de confiance retrouvée, en phase avec le discours national de « nouvel eldorado africain », le Mozambique doit composer avec une histoire passée (colonisation portugaise, guerre civile) et contemporaine (tensions politiques récurrentes) tumultueuse. La mise en valeur patrimoniale, vectrice d'identité nationale, est dès lors une réalité et un enjeu dans le pays, en particulier dans la capitale Maputo. Les acteurs au pouvoir et les opérateurs patrimoniaux (privés comme publics) tentent de mettre en place un récit historique fédérateur. Au regard de la période coloniale, de la lutte révolutionnaire et de l'identité postindépendance, cette valorisation patrimoniale joue la carte d'un certain pragmatisme, sous couvert d'unité nationale et d'effet-vitrine recherchés.

Mots-clés : Mozambique, Maputo, Patrimoine, Colonisation, Indépendance, Identité, Récit, Territoire.

Abstract: Mozambique has to deal with a tumultuous past history (Portuguese colonization, civil war) as well as an instable contemporary agenda (recurrent political tensions). Yet, the country manages to offer a new image of confidence and stability, in line with the national discourse of "new African Eldorado".

Heritage development could be a vector of national identity. Therefore, it has locally become a reality and an issue, especially in the Maputo capital city. Different kind of stakeholders (public officials, private sectors...), in line with the heritage and tourism sectors, try to set up a unifying historical narrative.

With regard to the colonial period, the revolutionary struggle and the postindependence identity, this patrimonial valorization endorses a sense of pragmatism, under the guise of national unity and showcase effect.

Keywords: *Mozambique, Maputo, Heritage, Colonization, Independence, Identity, Narrative, Territory.*

INTRODUCTION

Le Mozambique, État pauvre et longtemps instable, s'attache aujourd'hui à délivrer une image attractive. Fort de ses richesses minières, le pays s'ouvre depuis peu aux investisseurs extérieurs, attire diplomates et coopérants et s'efforce d'offrir une vision positive, celle d'un État stable et dynamique (Almeida-Santos & all, 2014).

A ce titre, la mise en valeur patrimoniale, vectrice d'identité nationale, y est devenu un enjeu politique, en particulier dans la capitale Maputo. Alors que le pays souhaite dégager une impression de confiance retrouvée, en phase avec le discours de « nouvel eldorado africain », il lui faut composer avec une histoire passée – colonisation portugaise, guerre civile aux tensions persistantes... – pour le moins tumultueuse.

Notre objectif en cet article est de décortiquer les enjeux de patrimoine au sein de la première ville du pays, en lien avec ses ressorts historiques, politiques mais aussi identitaires. Notre point de départ a consisté à cerner l'importance et le rôle du matériau patrimonial au Mozambique. Ce choix se justifiait par le fait que nous nous situons au sein d'une zone – l'Afrique australe –, où les enjeux relatifs à la patrimonialisation, notamment touristique, sont de plus en plus affirmés. Il a été rapidement constaté que, à défaut pour l'heure d'un investissement clair dans le domaine du tourisme, le processus de patrimonialisation, lié davantage à un effet-vitrine national et à une identité en (re)construction, méritait une attention spécifique. Cela, en lien avec la mise en place d'une narration historique postcoloniale, que s'emploient à mettre en place les acteurs au pouvoir. La seconde phase du travail a par conséquent consisté à inventorier sur place, puis à dégager, la signification profonde des objets historiques patrimonialisés (monuments, places et musées) ou au contraire refoulés et marginalisés.

En quoi le patrimoine historique de Maputo est-il mobilisé pour ériger un récit national ? Comment et où s'effectue cette patrimonialisation et quels sont les objets ou lieux au mieux laissés de côté ? Au regard de la période coloniale, de la lutte révolutionnaire et enfin de l'identité postindépendance, en quoi peut-on dire que la valorisation patrimoniale confine ici à un pragmatisme sous couvert d'unité ?

I) CONSTRUCTION ET VALORISATION PATRIMONIALE EN AFRIQUE ET AU MOZAMBIQUE

A. Rappel des enjeux patrimoniaux contemporains

En préambule, il convient de resituer les grands enjeux du processus de mise en valeur du patrimoine ou « patrimonialisation ». Le patrimoine est une notion intensément polysémique. A toutes fins utiles, rappelons que par branches du patrimoine (Desurvire, 1996), il faut considérer : le patrimoine culturel (protégé et de proximité) ; le patrimoine naturel ; le patrimoine vivant ; et enfin le patrimoine immatériel. Dans l'étude nous concernant, nous nous pencherons particulièrement sur celui tangible et culturel présent dans la première ville du Mozambique : Maputo.

Tout au long du XX^e siècle, le domaine du patrimoine s'est considérablement élargi. Comme l'indique S. Cachat (2014), la notion d'exemplarité et de témoignage a sans doute aujourd'hui pris le pas sur le critère de la dimension esthétique. Le champ d'examen du patrimoine a été renouvelé d'un point de vue typologique, chronologique et spatial, en relation avec les évolutions sociales et sociétales contemporaines

(Gravari-Barbas, Veschambre, 2003). Face aux transformations rapides du monde, à l'urbanisation accélérée et à la prétendue uniformisation des cultures et des modes de vie, nombre de matériaux renvoyant à un moment d'histoire, à de la rareté, à des critères artistiques (d'obédience subjective) et enfin apparaissant comme menacés – réellement ou potentiellement – font ainsi l'objet de velléités de classement, de protection et de labellisation. De sorte qu'une tendance à la patrimonialisation globale (voire excessive) se manifesterait, car tout serait devenu « patrimonialisable ».

S'il fait vivre des territoires (Gauchet, Michelin, Grandclaude *et al.*, 1996), le processus de patrimonialisation fait craindre le risque de conversion du monde en sanctuaire, qu'illustrent parfaitement les expressions du « complexe de Noé » (Choay, 1992), « d'inflation patrimoniale » (Andrieux, 1997), ou encore de « gentrification de patrimoine » (Claval, 2003), dès lors que l'on considérerait en plus qu'il détiendrait un caractère exclusif. Le champ patrimonial ne « cannibaliserait-il » pas progressivement l'ensemble de notre environnement (Fayolle-Lussac, 2004), au risque de mettre peu à peu le monde « sous cloche » ? Pour H. P. Jeudy (2001), la « machinerie patrimoniale » se serait enrayée ; à la transmission aux générations futures, plusieurs autres enjeux ont succédé. Quelle en est précisément la nature ? Plusieurs champs interconnectés entrent en ligne de compte (Lazzarotti, 2011). Ces motivations ou ressorts opèrent de surcroît à plusieurs échelles (Folio, 2014). On compte ainsi :

- Ceux liés aux motifs culturels et historiques (sur un plan scientifique) ;
- Ceux associés aux enjeux socio-économiques (les intérêts du développement local et de la création d'emplois directs, indirects voire induits) et économiques (l'essor du tourisme et des loisirs plus généralement) ;
- Ceux liés à la question identitaire (les façonnements/affirmations d'identités à l'heure de la pensée globale, face à l'uniformisation des modes de vie...) ;
- Ceux enfin associés aux considérations politiques mais aussi territoriales (la création d'image de territoire, les enjeux d'aménagement concernant des espaces par exemple délaissés ou périphériques, les enjeux quant aux « choix » des faits/objets historiques à mettre en valeur).

Dès lors que l'on évoque la question du patrimoine (et de sa valorisation), se pose la question de la sélection ou du tri des matériaux retenus. Ce qui trahit un vrai enjeu de société (Choay, 2006). De l'avis de D. Poulot (1998), il en va effectivement de la différenciation « entre le négligeable à effacer et le mémorable à instaurer ». Il y a forcément réflexion et libre arbitre entre ce qui devra être conservé et ce qui méritera de rester dans l'ombre (du moins temporairement et selon les acteurs concernés). Aussi, pour N. Martin-Granel (1999), il arrive que des couches de patrimoine se superposent ; un aspect « feuilleté » se dégagerait, lequel demeure instable et volatile.

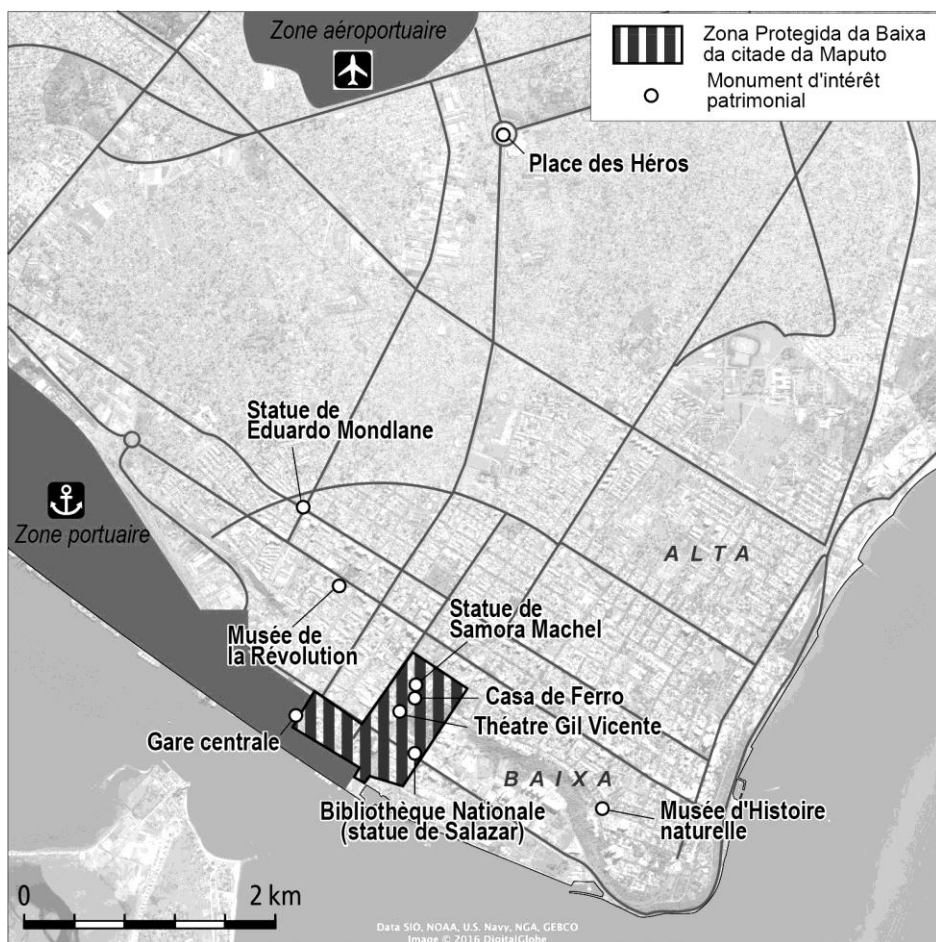
De nos jours, aucune société, aucune communauté humaine, ne demeure éloignée de la question du patrimoine, même si les états post-industriels paraissent il est vrai plus favorables à l'envie de référencement, de classement et de labellisation. Toutefois, dans un contexte de mondialisation, l'Afrique n'échappe nullement à la problématique patrimoniale et à ses enjeux inhérents. En Afrique australe, on peut rappeler le cas de l'Afrique du Sud post-apartheid. La valorisation patrimoniale – bien souvent à finalité touristique – s'y inscrit dans la construction d'icônes magnifiées (« l'effet Mandela »), une nouvelle narration nationale optimiste insérée dans un cadre démocratique, et un recodage territorial d'anciens espaces marginalisés (quartiers périphériques ou centraux dégradés et depuis recodés). Qu'en est-il du Mozambique limitrophe ?

B. Le Mozambique et son histoire révolutionnaire mobilisée

Le patrimoine se trouve au cœur de préoccupations de la création de sociétés et plus largement d'État en transformation, en particulier dans un contexte postcolonial. A ce titre, il compose un critère d'affirmation, y compris dans des États dits du Sud ou en développement. A ce stade, il convient de rappeler les grandes phases de l'histoire mozambicaine. Cela nous permettra de mieux cerner ensuite ce qui sur place est – ou a été – mobilisé et ce qui l'est moins. Ces phases sont mouvementées et soumises aux ingérences extérieures.

Cette ex-colonie portugaise a embrassé une histoire agitée. Au terme d'une ère marquée par le négoce arabe puis une rude colonisation portugaise, le Mozambique a connu, à l'indépendance en 1975, une phase socialiste autocentrée. Celle-ci va être interrompue par une guerre civile opposant le parti de la libération, le FRELIMO (Front de Libération du Mozambique) aux rebelles de la RENAMO (Résistance Nationale du Mozambique) appuyés par des États voisins (Rhodésie, Afrique du Sud d'apartheid). À une politique marxiste-léniniste, a donc succédé un conflit interne qui l'a profondément meurtri (de 1976 à 1992), causant 800 000 morts et provoquant de vastes flux migratoires, au sein et en dehors du pays. Les accords de paix furent signés à Rome en 1992 (Jouanneau, 1995). L'économie du pays s'est ensuite progressivement libéralisée à la fin des années 1980 sous la houlette du Fonds Monétaire International. Investisseurs étrangers, organismes de coopération et grandes Organisations Non Gouvernementales (ONG) ont depuis fait du Mozambique un vaste théâtre d'opérations. Le pays se prévaut d'être un modèle de redressement économique après un conflit armé. Il est considéré comme un « bon élève » du Sud auprès des acteurs mondiaux (Folio, 2008) et cherche à consolider cette image, tout en unifiant la totalité du territoire.

À ce niveau, il devient essentiel de reposer le cadre de l'indépendance des États en Afrique. En effet, dans un contexte pour le moins fébrile, des tentatives vont rapidement être faites pour jeter les bases de pays neufs. Le patrimoine sera alors appelé à la rescousse pour ériger un récit national. La logique est la même que celle de la création des États-nations européens. Le mot d'ordre devient l'unité du pays, tiraillé par des années de tensions, voire de guérilla, contre l'ancien pays colonisateur. Il s'agit donc de donner du sens à une Nation au sein de frontières héritées de la colonisation, alors même que le discours se forge bien souvent dans la lutte anticoloniale. Dès lors, des procédés d'instrumentalisation du passé vont prendre effet : la mémoire sera utilisée et tordue dans le sens qu'on souhaite lui donner. Comme l'appuie Y. Lamy (1996), l'État neuf va rapidement s'identifier à la Nation. Il n'aura de cesse de se poser comme l'héritier légitime de ce qui a historiquement précédé (soit la lutte anticoloniale), en (re)prenant possession ou en créant des biens culturels estimés salutaires.



Carte 1 : La valorisation patrimoniale à Maputo

Au moment où il accède au pouvoir suprême, au terme d'une lutte armée de dix années et de la chute de la dictature salazariste, le défi du FRELIMO dans le nouveau Mozambique indépendant est considérable : il concerne l'intégration du territoire et des populations à l'intérieur des frontières de l'ancienne province du Mozambique et l'édification d'une Nation affranchie. Le FRELIMO, selon l'historiographie officielle, se présentera ainsi comme le creuset des mouvements anticoloniaux à la fois septentrionaux et méridionaux. La totalité d'un pays, faut-il le rappeler très étendu du Nord vers le Sud, sera concernée par la noble cause de la liberté comprise dans un sens globalisant. L'idée est de jouer la partition du « peuple » mozambicain et de son avènement avec, comme fil rouge, la lutte fédératrice contre l'ex puissance lusophone.

C'est à cet aune qu'il faut comprendre les éléments fondateurs des enjeux de la patrimonialisation au Mozambique, en particulier à partir de 1975, date de l'indépendance. L'objectif est d'édifier un imaginaire collectif sur les cendres de la mobilisation commune. Cela se matérialisera par l'ouverture de certains musées dans la capitale. D'une manière générale, au sein des musées du Mozambique et de l'Afrique portugaise plus généralement, le décalage était jusque là tranché entre les objets européens, présentés comme des pièces historiques, et les objets africains appelés surtout à témoigner

de la diversité culturelle des ethnies (Gaugue, 1999). Après l'indépendance, la cause change et s'inverse : par exemple, le Musée de la Révolution (situé sur l'*av. 24 de Julho*, Carte 1) est tout à la gloire du FRELIMO. Ce musée (fermé jusqu'à l'année 2016 pour cause de rénovation) rend compte de la lutte marxiste-léniniste émancipatrice. On peut y voir divers souvenirs narrant la lutte pour l'indépendance : pêle-mêle, il s'agit de documents photographiques, d'effets personnels de personnages majeurs de la période révolutionnaire tels qu'Eduardo Mondlane ou Samora Machel, mués en figures-totem signifiantes comme on le verra plus loin.

D'autres matérialisations de la patrimonialisation utilisée comme vecteur d'unité nationale existent à Maputo et présentent un intérêt scientifique. Le champ du combat anticolonial est-il devenu le ferment de l'imagerie patrimoniale mozambicaine ? S'exprime-t-il encore de nos jours de façon aussi systématique sinon simpliste ?

II) MAPUTO : UN HÉRITAGE PORTUGAIS REFOULÉ OU CONTENU ?

A. Le châtimement de Salazar et l'avènement de Machel

Dans le centre-ville de Maputo, des statues emblématiques sont implantées sur les principaux squares de la ville. Elles occupent une place symbolique en ce qu'elles s'ancrent dans un lieu de la centralité, tout en étant à proximité de bâtiments institutionnels ou de lieux historiques significatifs. Le héros de la libération et premier président du Mozambique, Samora Machel, y occupe une place de choix. Son cas est intéressant en ce que la principale statue de Machel est relativement nouvelle et a pris la place d'un héraut de l'histoire coloniale. Une statue en a donc chassé une autre.

Il est intéressant de relever que cette statue a été dessinée et construite à Pyongyang en Corée du Nord, à l'initiative du *Mansudae Overseas Projects*, une filiale de *Mansudae Art Studio*. Basée à Jonghyong-dong dans le district de Phyongchon, cette section internationale de la compagnie-mère est déjà à l'origine de statues caractéristiques en bronze érigées un peu partout sur la planète, tout particulièrement dans les zones Afrique et Asie. Au nombre de ses réalisations les plus célèbres, on compte notamment la statue de Laurent-Désiré Kabila en République Démocratique du Congo et surtout l'auguste *African Renaissance Monument* au Sénégal.

D'une hauteur de 9 mètres et pesant 4,8 tonnes, la statue de Machel, doigt levé, demeure çà et là critiquée dans le pays (bien que davantage sur le ton de l'ironie...), car représentant finalement assez peu physiquement le personnage. La structure a été inaugurée en octobre 2011 dans le cadre du 25^e anniversaire de sa mort tragique dans un accident aérien, aux limites frontalières du Mozambique, du Swaziland et de l'Afrique du Sud. C'est l'ancien président Armando Guebuza qui est à l'origine de son intronisation et de la cérémonie d'inauguration en présence de dignitaires étrangers.

Cette statue occupe une place ostensible à l'intérieur du cœur politique de la cité. Elle a remplacé, sur cette même place de l'indépendance, une ancienne statue qui mettait à l'honneur Joaquim Augusto Mouzinho de Albuquerque, ex gouverneur-général du Mozambique « portugais » de 1896 à 1897. L'effacement ou « l'oubli » colonial a par conséquent servi d'alibi à la mise en avant du chantre de l'indépendance, comme une sorte de retournement de l'histoire. Il se destine également à montrer *urbi et orbi* un moment charnière « sélectionné » de l'histoire du Mozambique : à la chose contrainte portugaise se substitue le point de départ affranchi socialiste.



Figure 1 : La statue de Samora Machel est une sculpture en bronze située dans le centre-ville de Maputo sur la partie haute (ou *alta*) de la ville, au centre de la place de l'indépendance (*Praça da Independência*), en avant du bâtiment municipal. La statue met en représentation le personnage complexe que fut S. Machel (1933-1986), successivement militaire, révolutionnaire et premier président du Mozambique indépendant en 1975 (Cliché : auteur, 2016).

Une autre statue enlevée de son socle dans les rues de la capitale attire pareillement l'attention, car ce qui est intéressant à analyser n'est pas seulement qu'une structure ait (ou n'ait pas) été retirée de tel ou tel lieu, mais ce qu'on en a fait ensuite. Ainsi, un bronze à taille humaine du dictateur portugais, le général Salazar, est toujours visible dans la capitale, bien que partiellement cachée au regard du plus grand nombre.



Figure 2 : La statue du général Salazar se retrouve aujourd'hui nichée dans le parking réservé au personnel de la Bibliothèque Nationale de Maputo. A tout le moins peut-on parler d'un « refoulement » spatial. À la vue du positionnement original de la statue, ne confine-t-elle pas de surcroît à une sensation de punition symbolique ? (Cliché : auteur, 2016).

La statue originale de Salazar a été conçue par le sculpteur portugais Francisco Franco dans les années 30 au Portugal (elle fut notamment exhibée en 1937 à la Foire Internationale de Paris). La pièce originale met en représentation António de Oliveira Salazar dans sa robe doctorale de l'Université de Coimbra. Au moment de l'ouverture du lycée Salazar à Maputo – nous nous situons dans les années 1940 – une copie de

cette statue fut placée au-devant du bâtiment dans le jardin principal. Toutefois, durant les soubresauts des années 60, dans un Mozambique en butte à la lutte émancipatrice, la statue fut détruite une nuit par une bombe, un événement qui à l'époque fut largement occulté par les médias locaux. Une nouvelle copie fut commandée et élaborée cette fois en métal (jugée plus difficile à détruire) et rapatriée de Lisbonne. Placée sur un piédestal, elle fut de nouveau exposée à Maputo. C'est cette dernière statue qui a été finalement retirée au sortir de l'indépendance en 1975. Elle fut alors déplacée et confinée dans le parking de la Bibliothèque Nationale, où elle se trouve encore actuellement. Le fait intéressant est que cette statue, trônant aujourd'hui au milieu des pare-chocs, fut placée face en avant, quasiment accolée au mur d'entrée, dans une expression punitive, comme si Salazar lui-même devait expier ses péchés et s'excuser pour l'éternité pour les effets de sa politique coloniale : ou quand la mise à l'écart et surtout l'orientation d'une statue laissent libre cours à des allégations de châtement historique... Le gouvernement actuel a toutefois fait savoir que cette statue allait prochainement être rapatriée au fort du Maputo, qui est devenu le lieu de rassemblement des éléments patrimoniaux liés à l'époque portugaise au Mozambique.

B. Le rassemblement au *Fortaleza* : Albuquerque, Enes... et Ngungunhaye

Les monuments se rapportant à l'histoire coloniale de la province du Mozambique ont plus prosaïquement été rassemblés dans le *Fortaleza da Nossa Senhora da Conceicao* qui se dresse près de la baie de Maputo (Carte 1). Il s'agit de la fortification historique de la ville, située sur la *baixa* (partie basse du centre-ville) juste au devant de l'embarcadère à ferry et inscrite à ce jour au nombre des monuments nationaux. A défaut d'être effacé ou oublié, le patrimoine colonial « chargé » historiquement a donc été entreposé en un lieu précis. Il est par conséquent visible mais confiné.

L'histoire de ce fort est intéressante et rappelle les luttes d'influences intereuropéennes dans cette partie du monde. Un premier point de fortification fut érigé en cet endroit par les marins Hollandais du Cap en 1721, mais un navire anglais le détruisit en 1722. Un nouveau fort fut par la suite construit en 1781, qui fut la même année conquis par une expédition portugaise partie de Goa (Inde). Le fort, tel qu'on le connaît aujourd'hui dans sa configuration carrée, a pour sa part été constitué en 1791 et devancé par un fossé. Il fut de nouveau pris, pillé et entièrement brûlé par trois vaisseaux privés français (qui n'étaient alors plus sous commandement étatique du fait de la révolution) en 1796. Ce n'est qu'en 1946 qu'une nouvelle structure fut érigée sur le modèle de celle de 1791. C'est celle-ci que le visiteur peut aujourd'hui découvrir. Située rue du Timor oriental, elle comprend de nombreux vestiges de l'histoire coloniale, en particulier la statue d'Antonio Enes.



Figure 3 : António José Enes (né le 15 août 1848 - mort le 6 août 1901), plus connu sous le nom d'António Enes, était un politicien et écrivain portugais. En 1891, il est nommé Haut commissaire dans le Mozambique portugais. Le personnage sera rendu célèbre pour sa défense farouche des intérêts de son pays dans cette partie du monde (Cliché : auteur, 2016).

Face à ce qui est alors considéré comme la menace d'expansionnisme agressif de l'empire britannique, Enes va incarner un personnage central, tout en combattant par ailleurs l'émancipation indigène. L'époque est alors aux tensions politiques et une vague nationaliste parcourt Lisbonne ainsi que la totalité du pays lusophone. António Enes s'attelle à trouver un équilibre entre ces aspirations. C'est lui qui organisera et lancera une vaste expédition militaire pour briser le règne du roi local de Gaza : Gungunhana, jugé trop proche politiquement de la couronne anglaise. Enes est donc celui qui a ordonné et préparé l'expédition de Joaquim Augusto Mouzinho de Albuquerque (il écrivit même un livre sur cette guerre : *A guerra de Africa em 1895: Memórias*).

Lorsque l'on pénètre dans le fort, outre la statue d'A. Enes à gauche, on observe rapidement le fameux bronze de Mouzinho Da Silveira de Albuquerque posé en plein milieu : l'officier se juche fièrement sur son cheval dans la cour intérieure. Il s'agit précisément de la statue qui a été retirée de la place de l'indépendance en 2011.



Figure 4 : Joaquim Augusto Mouzinho de Albuquerque (né en novembre 1855 - mort en janvier 1902) était l'officier de cavalerie portugaise rendu célèbre pour la capture et la soumission, sabre au clair, de Gungunhana (ou Ngungunhane), le roi de Gaza à Chaimite dans le centre de l'actuel pays, en décembre 1895 (Clichés : auteur, 2016).

Dans l'historiographie coloniale, Albuquerque est à cet égard considéré comme un protagoniste valeureux, très respecté tout au long du XIX^e et XX^e siècle, car vu comme celui ayant pacifié le Mozambique. Il fut tout à tour considéré comme espoir puis symbole de la réaction portugaise aux menaces pesant sur ses intérêts en Afrique australe du fait des autres empires, qu'ils fussent africains ou européens. Du reste, dans la cour intérieure du fort, outre les divers canons et une grande croix chrétienne, une pièce de choix de ce « musée ouvert » sont les deux grandes sculptures sur plaque dressées sur le mur de droite. Elles dépeignent, pour l'une, les combats sanglants entre les belligérants (les colons à cheval en position victorieuse, les autochtones s'effondrant), pour l'autre, la soumission des tribus bantoues Shangaan (et surtout de leur chef de fil Ngungunhane) à l'armée coloniale portugaise (avec Albuquerque en meneur).

Par conséquent, il est intéressant de relever que le *Fortaleza da Nossa Senhora da Conceicao* met de nos jours en représentation ce personnage africain majeur de l'histoire coloniale. Également connu comme le « lion de Gaza », Mdungazwe Ngungunyane Nxumalo ou Gungunhana (né aux environs de 1850 - mort en décembre 1906), fut un chef tribal au départ vassal des Portugais. Il se rebella et fut, on l'a dit, défait par le Général Albuquerque. Il passa le reste de sa vie en exil, d'abord à Lisbonne, puis sur l'île de Tenerife aux Açores. Ses cendres furent rapatriées à Maputo en grande pompe en 1985, dans le cadre de la célébration du dixième anniversaire de l'indépendance du Mozambique. Son cercueil en bois sculpté est aujourd'hui entreposé dans une pièce du fort, non loin d'une salle de conférences, entouré de portraits, cartes et documents d'époque sur ce que fut le prestigieux empire de Gaza (ce dernier s'étendait des fleuves Zambèze et Ncomati au fleuve Limpopo et s'enfonçait jusqu'à l'actuel Zimbabwe). Ngungunhane y est présenté comme le plus grand chef de l'histoire moderne du Mozambique, celui qui tint tête à l'entreprise coloniale. Finalement, ayant accédé au statut de nouvel héros africain réhabilité de l'histoire (anti)coloniale, sa cohabitation très symbolique en ce lieu précis, avec les figures de la colonisation, pousse à évoquer un facteur de rééquilibrage historique, assumé et mis en scène.

Finalement, le patrimoine portugais à Maputo n'a pas été évacué mais contenu et rééquilibré. On verra dans la partie suivante qu'il a même été, par certains aspects, réinvesti (dans un souci historique et esthétique), alors même que certains matériaux « révolutionnaires » demeurent eux à l'écart des chemins courus de la capitale.

III) UNE NARRATION NATIONALE PRAGMATIQUE DU POUVOIR EN PLACE

A. Une lutte révolutionnaire patrimonialisée mais guère touristifiée

Portons à ce stade notre attention sur un autre lieu emblématique – d'un point de vue historique – de la ville de Maputo : à la fin de l'avenue Eduardo Mondlane se dresse, poing levé, une statue du premier président du FRELIMO, lequel joua un rôle primordial dans les prémices de la lutte pour l'indépendance du pays.



Figure 5 : Eduardo Chivambo Mondlane (né en 1920 - assassiné en 1969) est le président fondateur du FRELIMO. Il a occupé cette responsabilité de 1962, année de la création du parti en Tanzanie, jusqu'à son assassinat en 1969. Sa statue se dresse sur l'avenue éponyme. Sur la route de l'aéroport, la place des héros abrite sa dépouille, aux côtés d'autres acteurs importants de la révolution comme Samora Machel (Clichés : auteur, 2016).

Anthropologue de formation, Mondlane a travaillé en tant qu'historien et sociologue à l'Université Syracuse à New York. Il a laissé son nom à l'actuelle Université de Maputo. C'est lui qui migra le quartier général du Front de libération pour le Mozambique à l'extérieur du Mozambique à Dar-es-Salaam. Appuyé par l'URSS ainsi que maints États Africains, le FRELIMO débuta sa guérilla contre le pouvoir colonial portugais en 1964. En 1969, une bombe placée dans un livre piégé envoyé par colis causa sa mort. A la fois les services secrets portugais, la police coloniale (le PIDE), mais aussi certains éléments concurrents du FRELIMO, furent désignés comme les commanditaires de cet attentat par différents historiens. Les relations entre E. Mondlane et S. Machel, leur rôle successif, leur personnalité mais surtout la mise en regard de ces aspects avec la manière dont ces personnages ont été patrimonialisés, en disent long sur le message que souhaitent délivrer les leaders politiques du pays.

Machel et Mondlane étaient liés et se respectaient énormément. C'est lors de sa visite dans la province centrale de Gaza en 1961 que les deux hommes se sont rapprochés. En 1968, alors que les tensions internes au FRELIMO étaient à leur acmé (entre les partisans d'une ligne radicale et d'une autre plus versée dans la négociation), Mondlane, qui sentait le danger rôder autour de lui, s'était notamment confié en privé sur le fait que la lutte était plus importante que sa personne et que le mouvement pouvait demeurer confiant devant la trempe de soldats comme Samora Machel. S'ils ont tous les deux joué un rôle majeur dans l'histoire du Mozambique, les temporalités n'étaient donc pas exactement les mêmes. S. Machel a sans doute eu une action plus étalée dans le temps mais aussi à la fois plus marquante et clivante.

Guérillero habile, Machel, deux ans après son adhésion au parti, a commencé par organiser la lutte armée. Outre le volet stratégique (constitution de groupes armés, méthodes d'infiltration) et le recrutement de combattants, il accordait une place

centrale à la formation politique des soldats. L'abrogation du colonialisme n'était pas son unique priorité mais bien la constitution d'une société socialiste homogène et fière, succédant non seulement à l'occupation extérieure mais aussi aux différenciations ethniques ! L'émancipation populaire était son maître-mot

A ce titre plusieurs mesures prises lors de la mise en place du régime socialiste ne firent pas l'unanimité : notons la réorganisation des campagnes sous forme de villages communautaires ; « l'opération production » qui consistait en le déplacement forcé de chômeurs et de petites gens dans les campagnes du nord ; le tribunal pénal révolutionnaire condamnant à mort les traîtres ; les camps de rééducation... Nul doute que l'apparition d'un mouvement de rebelles (la RENAMO), quand bien même elle était motivée par l'extérieur (le régime d'apartheid et la Rhodésie qui ne voulaient pas d'un système communiste à leurs portes) n'a pas été totalement étrangère à ces mesures parfois radicales. Malgré tout, Samora Machel est resté extrêmement populaire dans le pays (il l'est encore aujourd'hui), en qualité de figure marquante du tiers-mondisme socialiste (au côté par exemple des Castro ou Chavez) : grand orateur, populiste déterminé, à la politique efficace quoique à la gestion autoritaire et centralisée.

En somme, si E. Mondlane fut l'initiateur du mouvement d'émancipation, S. Machel en a été le principal commanditaire en l'amenant à son terme. Et on l'a précisé, c'est bien ce dernier qui est de nos jours prioritairement patrimonialisé à Maputo (via d'illustres statues situées dans la partie principale du centre-ville, à la fois institutionnelle et marchande). Mais on peut également lire les choses sous un autre angle : Mondlane peut être regardé comme le père fondateur du mouvement FRELIMO, là où Machel a davantage fini par incarner le premier président du Mozambique libre (bien que dirigé aussi par le FRELIMO). Ce dernier point, à n'en pas douter plus rassembleur, a pu être considéré comme davantage efficient et porteur de sens.

Un ultime lieu patrimonial de la capitale mozambicaine « réunit » la totalité de ces figures de la révolution. Il s'agit d'un vaste mausolée entouré d'une fresque : la place des héros. Avec sa structure centrale en forme d'étoile à cinq branches, il se situe sur l'avenue *Acordos De Lusaka*, en dehors de la ville dite de « ciment ». Le mausolée recueille les dépouilles des grandes figures de la révolution. À proximité immédiate, le regard est attiré par une longue fresque murale, œuvre collective réalisée avec la participation du peintre mozambicain Malangatana. Elle retrace, non sans solennité et gravité, tout l'historique remuant du Mozambique.

Toutefois, si ces deux sites sont d'un intérêt historique avéré, ils ne sont guère touristifiés. L'un comme l'autre restent situés à l'écart des principales zones d'intérêt de la capitale (Carte 1). La Statue Eduardo Mondlane se situe dans une partie très populaire mais dégradée du centre-ville, sur une avenue animée par le trafic automobile et elle n'est guère accessible à pied. Pour sa part, la place des héros se situe sur un lointain rond-point non loin de l'aéroport, environné de quartiers informels (*caniços*). S'il est souvent fréquenté par les officiels dans le cadre de commémorations, il interdit aux visiteurs de s'y attarder pour prendre des photographies.

B. Des référents coloniaux réutilisés au nom de l'homogénéité et de la vitrine nationale

N'est-ce pas finalement le patrimoine issu de la période portugaise, sous sa forme bâtie, architecturale et esthétique, qui est en définitive le socle rassembleur de dépassement voire d'homogénéisation du Mozambique contemporain ? C'est notre postulat défendu ici : la ville actuelle poursuit une stratégie patrimoniale *a priori* ambivalente, s'inscrivant dans un pays aspirant à l'unité et qui se targue d'être attractif.

Lorsque le visiteur étranger arrive à Maputo, il est frappé par la richesse de l'architecture coloniale, au sein d'une cité encore défraîchie en bien des endroits. Ce patrimoine est, il est vrai, menacé par les constructions récentes liées à la croissance immobilière. Quoiqu'il en soit, les offices du tourisme et la totalité des opérateurs touristiques recommandent les visites de sites devenus incontournables.



Figure 6 : Les principaux bâtiments historiques de Maputo, devanture de la capitale, sont pour la plupart issus de la période coloniale : citons ici la gare centrale ; le théâtre Gil Vicente ; la maison Eiffel (*Casa de Ferro*) ; et enfin le musée d'histoire naturelle (Clichés : auteur, 2016).

La ville que fut Lourenço-Marques a été marquée par son architecture coloniale, dont les plus beaux vestiges demeurent sans conteste la gare centrale datant de 1924 (place des travailleurs). Les amateurs d'architecture peuvent par ailleurs y admirer des bâtiments art déco comme le *Railway Club* (avenue du 25 septembre) ou le théâtre Gil Vicente. L'édifice du marché municipal (ancien marché Vasco de Gama), la maison de fer édifée sur les plans de Gustave Eiffel datant de 1892 (Avenue Samora Machel), ainsi que les vieilles villas portugaises des quartiers hauts, constituent les autres fleurons de l'architecture de Maputo. Le Conseil municipal actuel est pour sa part un édifice néoclassique achevé en 1945 (où était inscrit par le passé « *Aqui est o Portugal* »). Par ailleurs, le musée d'histoire naturelle, place Travessia-Zambézia, ne laisse pas indifférent : sous le nom « Alvaro de Castro », il recevait plus de 100 000 visiteurs par an durant l'époque portugaise.

La plupart de ces bâtiments sont regroupés aujourd'hui dans la *Zona Protegida da Baixa de cidade de Maputo* (« Zone classée de la partie basse », Carte 1). Il s'agit du principal secteur à la fois patrimonial et touristique de la capitale. Un architecte de renom ressort particulièrement de ce foisonnement architectural : Pancho Guedes.



Figure 7 : La *Zona Protegida da Baixa da cidade da Maputo* est la principale zone patrimoniale protégée de la capitale. Elle intègre en son sein les bâtiments cités précédemment. La photographie est prise au-devant du fort militaire de Maputo. Tout au long du parcours urbanistique de la zone (en compagnie de guides agréés), l'architecture des bâtiments conçus par P. Guedes est mise à l'honneur (Clichés : auteur, 2016).

P. Guedes (né en mai 1925 - décédé en novembre 2015) peut être considéré, pour la ville de Maputo, comme ce que fut Antoni Gaudi pour Barcelone : un architecte ayant laissé son empreinte dans la ville jusqu'à forger son identité. Guedes, architecte mais aussi sculpteur et peintre, faisait notamment partie de « l'équipe 10 » (*Team 10*), un regroupement d'architectes issus du mouvement moderne constitué en 1953 au 9^e Congrès International d'Architecture Moderne (CIAM). Ils adoptèrent une approche plus sociale de l'architecture et l'urbanisme – vus comme fondamentalement liés –, en rupture avec les conceptions rationalistes de leurs prédécesseurs.

Guedes a 7 ans lorsqu'il arrive au Mozambique. Il laissera à la ville de Maputo plus d'une centaine de bâtiments. Ses travaux ont été guidés par trois aspects : une indigénisation architecturale (en rapport avec l'identité africaine), de la spontanéité et de la sensualité dans son approche stylistique et enfin les considérations climatiques (en terme de ventilation, d'ensoleillement via ses « brise soleil » ou d'humidité, Schauer, 2015). Après la révolution des œillets au Portugal, il quitte le futur Mozambique indépendant en 1974. Son départ rapide s'inscrit dans la politique assez brutale de la déclaration du 24/20 (les anciens colons devaient à ce moment s'assimiler à l'Etat socialiste et à la culture locale, autrement ils avaient 24 heures pour quitter le pays avec 20 kg de bagages !). Dans le dénuement mais fort de sa réputation, Pancho Guedes recevra une invitation de l'Université du Witwatersrand à Johannesburg pour une chaire d'architecture. Lors des différents tours guidés de la ville de Maputo, c'est bien le legs de Guedes qui est mis en avant. Au final, le patrimoine portugais est donc pleinement mobilisé dans la stratégie naissante de valorisation patrimoniale à finalité touristique conduite par la municipalité FRELIMO. La démarche se veut donc résolument pragmatique. Outre le versant économique, un ressort politique se démarque.

Nous l'avons dit, lorsqu'il accède au pouvoir après une lutte armée et la chute de la dictature salazariste, le défi du FRELIMO est considérable : il lui faut unifier un territoire entier et forger une nouvelle unité nationale. La lutte anticoloniale est évidemment un référent mais jusqu'à un certain point : sous d'autres aspects, il sera même instrumentalisé afin de permettre notamment au jeune pays de s'affranchir des barrières ethniques et de se constituer en Nation indivisible. La guerre civile qui suivra ne fera que rendre encore plus aigüe cette priorité.

Il y a au Mozambique au moment de l'indépendance treize millions d'habitants répartis dans des sociétés pas forcément proches et même parfois opposées par leurs

histoires (la traite et les rafles, l'inégale proximité ou inimitié à l'endroit du colonisateur et donc la mobilisation différenciée dans la lutte pour l'indépendance), leurs organisations sociales et surtout leurs langues. Le portugais est alors parlé par une petite élite urbaine, le cœur du FRELIMO qui a une base plutôt sudiste, ainsi que par les créoles et les « assimilés ». Comme l'affirme M. Cahen (1994) : « Le projet de nation devint immédiatement la proclamation de la nation, et son imposition à des populations qui n'en ressentaient pas les caractéristiques ». L'objectif devient donc la disqualification de ce qui préexistait (les États « précoloniaux » et les anciennes structures tribales). L'émancipation voulue par Mondlane mais surtout par Machel visait cet idéal de la conscience nationale, au détriment de la conscience tribale (M'Bokolo, 1997). C'est ainsi que la langue portugaise, et plus largement l'héritage portugais (d'un point de vue institutionnel), ont pu précocement aider à cette uniformisation. Et nous soutenons que ce même opportunisme s'exprime depuis quelques années à l'endroit de la valorisation patrimoniale, particulièrement à finalité touristique, celle-là même que la ville vise à établir en termes d'effet-vitrine : l'architecture à la patine héritée en vient à être (re)valorisée. Effectivement, au moment où les tensions internes du pays ressurgissent (alors que les accords de paix existent depuis 1992), il faut chercher à maintenir une image de stabilité. L'unité nationale exaltée par le patrimoine s'embarrasse moins d'un legs portugais clivant que d'un héritage esthétique et culturel entier et unificateur.

CONCLUSION

Les enjeux de la valorisation patrimoniale quant aux référents identitaires, politiques et aussi territoriaux, sont une réalité. Dans le cas du Mozambique, cela se double d'une gestion patrimoniale de conflits anciens qui n'est pas anodine (Gravari-Barbas, Veschambre, 2003). Notre objectif en cette contribution a consisté, en premier lieu, à partir d'un état des lieux du patrimoine historique de Maputo pour, en second lieu, en explorer les opérations de patrimonialisation inhérentes et leurs ressorts.

Il en ressort que derrière les ressources patrimoniales valorisées, les intérêts sont nombreux. L'éradication des icônes porteuses de sens, dans l'excitation de l'indépendance, n'a pas été établie de façon résolue par le nouveau pouvoir. S'il n'a pas été déplacé et confiné en des endroits aujourd'hui ouverts au public (on pense aux statues des figures portugaises), ce patrimoine colonial, sur un plan architectural, est de nos jours valorisé et inscrit dans maints itinéraires culturels et touristiques de la capitale. Le positionnement devient assez équivoque à l'endroit tout particulièrement de l'héritage portugais, dans la mesure où ce dernier paraît tout à la fois contenu, tantôt utilisé et instrumentalisé. Quand à l'héritage révolutionnaire, il demeure évidemment prééminent, mais sans doute davantage dans le sens d'une nation unie espérée (l'héritage Machel), que de celui des troubles antérieurs à 1975 (l'héritage Mondlane).

On le voit, dans le phénomène de patrimonialisation, l'objet ou l'espace prend un sens nouveau, une valeur particulière. La mise en discours et en représentation d'un passé (re)digéré comprend donc bien une part idéalisée et intéressée. Comme le dit D. Lowenthal, (1998) : « Le patrimoine exagère et omet, invente avec sincérité, oublie franchement et prospère grâce à l'ignorance et à l'erreur ». Il s'agit bien souvent d'une réinterprétation du passé qui reproduit un idéal que des acteurs cherchent à établir à un moment donné. Au Mozambique, y compris quand l'objectif consistait à renforcer la légitimité des nouveaux pouvoirs, cela restait ardu à mettre en place dès lors que la lutte dite révolutionnaire n'avait pas mobilisé la totalité du territoire dans un même élan. Cette légitimité devait de surcroît s'inscrire sur un espace différencié et concerner des sociétés plurielles. A cette fin, le pouvoir contemporain tente d'asseoir sa

crédibilité (et par là son autorité) sur un terrain inégalitaire et toujours instable, ainsi qu'ouvert et en croissance (Avila, 2012), usant pour ce faire de ce qui peut servir sa cause. Dès lors, l'idée de l'appartenance nationale et de l'image de territoire devient à géométrie ajustée.

BIBLIOGRAPHIE

- ALMEIDA-SANTOS A., ROFFARELLO L.M., FILIPE M., *Mozambique 2014*, BafD/OCDE, perspectives économiques en Afrique, 15 p. http://www.africaneconomicoutlook.org/fileadmin/uploads/aeo/2014/PDF/CN_Long_FR/Mozambique_FR.pdf
- ANDRIEUX J.-C., *Patrimoine et Histoire*. Paris : Editions Belin, 1997, 290 p.
- AVILA J., *Développement et lutte contre la pauvreté : le cas du Mozambique*. Paris : L'Harmattan, coll. « Etudes africaines », 2012, 204 p.
- CACHAT S., *Un héritage ambigu : l'île de Mozambique, la construction du patrimoine et ses enjeux. Anthropologie sociale et ethnologie*. Thèse de l'Université de La Réunion, dir. Prof. B. Champion, 2009, 466 p.
- CAHEN M., « Mozambique : histoire et géopolitique d'un pays sans nation », *Lusotopies* (1-2), Géopolitique des mondes lusophones, 1994.
- CHOAY F., *Le De re aedificatoria et l'institutionnalisation de la société. Patrimoine : quel enjeu de société ? L'évolution du concept de patrimoine*, Publications de l'Université de Saint-Etienne, 2006.
- CHOAY F., *L'allégorie du patrimoine*. Paris : Le Seuil, 1992, 273 p.
- CLAVAL P., « Sens patrimoniaux dans le monde », in M. GRAVARI-BARBAS, S. GUICHARD-ANGUIS (dir.), *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde*. Paris : Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2003, p. 45-58.
- DESURVIRE D., « Une naissance attendue dans le monde de l'art et du tourisme : la Fondation du patrimoine », *Espaces* 142, novembre-décembre 1996, p 57-63.
- FAYOLLE-LUSSAC B., « Valeur économique du patrimoine et dérivés marchandes », in AMOUGOU E. (dir.), *La question patrimoniale : de la patrimonialisation à l'examen des situations concrètes*. Paris : L'Harmattan, 2004.
- FOLIO F., « Valoriser un lourd héritage : les enjeux patrimoniaux de l'Afrique du Sud postapartheid », in E. COMBEAU-MARI, C. GERMANAZ (dir.), *La fabrique du patrimoine dans l'océan Indien*, actes du Grand séminaire de l'océan Indien 2013. Saint-André : EPICA, coll. « Terres et sociétés indianocéaniques », 2014, 246 p.
- FOLIO F., « Regards sur le Mozambique contemporain », in *EchoGéo* [En ligne], 7 | 2008, mis en ligne le 10 octobre 2008, consulté le 25 juin 2014. <http://echogeo.revues.org/8313>
- GAUCHET S., MICHELIN Y., GRANDCLAUDON C., et al., *Quand le patrimoine fait vivre les territoires*. Paris : Ed. du CNFPT, 1996, 114 p.
- GAUGUE A., « Musées et colonisation en Afrique tropicale », *Cahiers d'études africaines* (155-156), Prélever, exhiber : la mise en musées, 1999.
- GRAVARI-BARBAS M., GUICHARD-ANGUIS S., *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde*. Paris : Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2003, 958 p.
- GRAVARI-BARBAS M., VESCHAMBRE V., « Patrimoine : derrière l'idée de consensus les enjeux d'appropriation de l'espace et des conflits », in P. MELE, C. LARRUE, M. ROSEMBERG (coord.), *Conflits et territoires*. Tours : PUFR, MSH coll. « Villes et territoires », 2003, p 67-82.
- JEUDY H. P., *La machinerie patrimoniale*. Paris : Sens & Tonka, 2001.
- JOUANNEAU D., *Le Mozambique*. Paris : Karthala, 1995, 202 p.
- LAMY Y., *L'alchimie du patrimoine. Discours et politique*. Pessac : Maison des sciences de l'Homme d'Aquitaine, 1996.
- LAZZAROTTI O., *Patrimoine et tourisme*. Paris : Belin Sup, 2011, 302 p.
- LOWENTHAL D., « La fabrication d'un héritage », in D. POULOT, *Patrimoine et modernité*. Paris : L'Harmattan, 1998.

- M'BOKOLO E., « Histoire, mémoire et patrimoine : contribution à une politique volontaire de construction de l'État de droit », in P. YENGO (dir.), *Identités et démocratie*. Paris : L'Harmattan, 1997.
- MARTIN-GRANEL N., « Malaise dans le patrimoine », *Cahiers d'études africaines* (155-156), Prélever, exhiber : la mise en musées, 1999.
- POULOT D., « Le patrimoine et les aventures de la modernité », in D. POULOT, *Patrimoine et modernité*. Paris : L'Harmattan, 1998.
- SCHAUER P., *Maputo Architectural and Tourist Guide*. Maputo: Brithol Michcoma, 2015, 105 p.